

DSNA
Direction de la Technique et de l'Innovation

MARCHÉ DE TRAVAUX

Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n° MPA_24-21058

Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte

(Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées -
Code de la commande publique)

Type de contrat

Marché de travaux à tranches

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

DIFFUSION INITIALE

DESTINATAIRE(S)	COPIE(S) POUR INFORMATION
Candidats « MPA_24-21058 »	

VERIFICATION (V) / APPROBATION (A)

Nom	Fonction / Entité	V / A	Visa
Alexandra ROUSSEAU	Chargée de suivi	V	ARo
Marie-Hélène TURA	Pôle Achats DSNA-Responsable antenne DTI	A	MHT

MAITRISE DOCUMENTAIRE

Référence : MPA_24-21058	
Classement et archivage du document	
Fichier :	

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

Historique du document

Version du document	Date de rédaction	Raison de l'évolution	Auteur
V1R0	08/10/2025	Version pour publication	ARo

SOMMAIRE

1.	OBJET DU CONTRAT.....	4
2.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	6
3.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
4.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
5.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	11
6.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	16
7.	LITIGE ET SANCTIONS	19
8.	FIN DU CONTRAT	21

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

1. OBJET DU CONTRAT

1.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le marché porte sur les prestations suivantes : Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France.

Le marché comporte une tranche ferme (TF) et deux tranches optionnelles (TO).

La tranche ferme est découpée en sept postes.

Le marché se décompose comme suit :

Tranche Ferme	Poste 1 : Etudes préliminaires
	Poste 2 : Travaux préalables
	Poste 3 : Rénovation de la production thermique
	Poste 4 : Remplacement de systèmes de CVC dans le bloc technique
	Poste 5 : Installation d'une GTC
	Poste 6 : Commissionnement, DOE, GPA et lot de rechange
	Poste 7 : Formation
Tranche Optionnelle n°1	Rénovation de la climatisation de la vigie
Tranche Optionnelle n°2	Climatisation de la Centrale Electrique en Eau Glacée

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Service de la Navigation Aérienne – Antilles / Guyane
Aéroport Martinique Aimé Césaire
97232 Le Lamentin

■ Pièces contractuelles :

Le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- la directive PSSI Niv 3 Exigences marché version V3R1 ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes ;
- le CCAG Travaux (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du marché ;
- le document de spécifications générales pour les installations de la Navigation Aérienne, SPEC 20 (édition de janvier 2020) intégré au dossier de consultation ;
- le guide d'aide à la protection contre la foudre des installations de la Navigation Aérienne, GPF 20 (édition de juin 2020) intégré au dossier de consultation.

■ **Autres documents applicables :**

Le marché est constitué des autres documents suivants :

- les ordres de service émis et notifiés ;
- les procès-verbaux de réception des travaux.

Dispositions relatives aux ordres de service :

L'ordre de service est écrit par l'acheteur, daté et numéroté. La notification est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant l'heure de sa réception. Il comprend la référence du marché, les prestations concernées et la date de point de départ du délai contractuel. Le titulaire en accuse réception datée. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la personne publique dans un délai de quinze jours. Ce délai s'entend en jours de calendrier et expire à la fin du dernier jour de la durée prévue (lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du dernier jour ouvrable qui suit).

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Dispositions relatives au PV :

Les travaux sont réceptionnés par un représentant de la DSNA ou du centre opérationnel concerné. Un procès-verbal est rédigé.

1.2. Intervenants

Adresse et coordonnées :

Direction de la Technique et de l'Innovation
DGAC DSNA
1 avenue du Dr Maurice Grynfolgel
31035 Toulouse cedex 1
Téléphone : 05 62 14 52 00
SIRET : 12006401900074
Profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

■ **Coordination Sécurité Protection de la santé :**

Les travaux sont soumis aux dispositions du décret N° 92-158 du 20 Février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure. Un plan de prévention sera établi par le titulaire au démarrage de la prestation conformément au CCTP.

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **travaux**.

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché à tranches.

3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée :**

La durée d'exécution des prestations est fixé à **60 mois** à compter de la notification du contrat.

■ **Fixation des délais :**

La tranche ferme est déclenchée par ordre de service au plus tard 6 mois à compter de la notification du marché.

Des ordres de services sont établis pour tous les postes de la tranche ferme et des tranches optionnelles.

■ **Affermissement des tranches optionnelles :**

Les tranches optionnelles sont affermies par ordre de service au plus tard 12 mois à partir de la notification du 1^{er} ordre de service émis au titre de ce contrat.

L'ordre de service précise également la date à partir de laquelle démarre le délai d'exécution.

Ce délai inclut la durée légale des congés annuels, et aucune prolongation ne sera accordée à ce titre.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

■ Prolongation du délai d'exécution :

Par dérogation à l'article 18.2 du CCAG Travaux, une prolongation du délai de préparation ou d'exécution peut être accordée par l'acheteur lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire fait obstacle à l'exécution de la commande dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1. Prix du contrat

■ Variation des prix :

Les prix des tranches sont fermes et actualisables.

- Pour la tranche ferme : les prix sont actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date de remise de l'offre finale et la date de commencement d'exécution des prestations portée sur le 1^{er} ordre de service de la tranche.
- Pour les tranches optionnelles : les prix sont actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de remise de l'offre finale figurant sur la page de garde du présent contrat et la date mentionnée dans l'ordre de service d'affermissement par l'application de la formule d'actualisation suivante :

$$P(n) = P(o) \times \left[\frac{BT41(n)}{BT41(o)} \right]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix ferme actualisé;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo), mois de remise de l'offre finale.
- au dénominateur, figure la valeur de l'indice correspondant au mois M0 ;
- au numérateur, figure la valeur définitive de l'indice antérieur de 3 mois au mois d'actualisation .

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
001710974	Index BT41 - Ventilation et conditionnement d'air - Insee

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres finales.

Le coefficient d'actualisation comporte 3 décimales et est **arrondi** au millième supérieur.

■ Contenu des prix :

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels et notamment des conséquences de situations de sécheresse ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

■ **Frais de coordination :**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat :**

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

4.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Il est fait application de l'option A du CCAG.

Sauf renoncement du titulaire, une avance est versée pour les tranches dont le montant est supérieur à 50 000 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de la tranche.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la commande publique.

Elle est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises de la tranche si la durée de la tranche n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC de la tranche divisée par sa durée exprimée en mois.

Selon les dispositions de l'article R2191-7 3° du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30% si le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

■ Présentation des demandes de paiement :

Les projets de décomptes afférents au paiement comportent, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Numéro, référence et objet du marché,
- Nom et adresse du créancier,
- Prix unitaires HT et TTC,
- Taux et montant de la TVA.

Ils sont expédiés simultanément aux adresses mails suivantes :

- jennifer.mace@aviation-civile.gouv.fr
- meriem.elkanouni@aviation-civile.gouv.fr
- marc.deginther@aviation-civile.gouv.fr (adjoint chef de pôle)
- nicolas.nockels@aviation-civile.gouv.fr (adjoint chef de pôle)

L'administration n'est pas engagée au respect du délai de paiement relatif à un projet de décompte transmis à une adresse autre que celles mentionnées ci-dessus.

Les décomptes mensuels établis par le maître d'ouvrage sont transmis au Titulaire qui a la charge de les déposer de façon dématérialisée dans le portail de facturation électronique de l'Etat (cadre de facturation A6).

Le titulaire utilise à cet effet le portail sécurisé Chorus Pro, à l'adresse suivante : www.chorus-pro.gouv.fr

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 a fixé la mise en œuvre de la facturation électronique pour tous les fournisseurs de l'Etat à compter du 1er janvier 2020.

Au regard du dispositif ci-dessus, le titulaire du présent marché est soumis à l'obligation de facturation

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

électronique. Il transmet ses factures électroniques en utilisant le portail sécurisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : www.chorus-pro.gouv.fr.

Les éléments nécessaires pour la transmission dématérialisée des factures sont les suivants:

- Le numéro de SIRET de la DGAC : 12006401900074,
- Le numéro à 10 chiffres de l'engagement figurant sur le décompte mensuel,
- Le code à 2 chiffres du service exécutant DTI : 02.

■ Périodicité des paiements :

- Acomptes

En application des articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire peut percevoir des acomptes mensuels. Conformément à l'article 12.2 du CCAG Travaux, le titulaire établira un projet de décompte mensuel basé sur un constat d'avancement des prestations. Celui-ci sera accepté ou modifié par le maître d'œuvre. Il permettra au maître d'œuvre d'établir le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

- Solde

Les articles 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux s'appliquent.

A l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final. Celui-ci sera accepté ou modifié par le maître d'œuvre et deviendra alors le décompte final. Sur cette base, le maître d'œuvre établira le décompte général.

■ Répartition des paiements :

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses co-traitants.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par acompte (articles R2191-20 et suivants du Code de la commande publique).

■ Comptable assignataire des paiements :

Agent comptable secondaire du BACEA Toulouse
1 Avenue du Docteur Maurice Grynfolgel
31035 Toulouse Cedex 01

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

■ Intérêts moratoires :

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

5. RÉALISATION DES PRESTATIONS

5.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Documentation :

La documentation et les modalités de remise de cette documentation sont décrites du chapitre 7 de la Fiche 1 « Conditions d'exécution des travaux » du document SPEC 20.

■ Pilotage :

Une réunion de lancement du marché est organisée par l'acheteur en présence du titulaire, dans les locaux de l'acheteur, avant le démarrage des premières prestations.

Dans un souci d'amélioration continue, des réunions de pilotage sont organisées entre le titulaire et l'acheteur, à l'initiative de ce dernier. Ces réunions de pilotage ont une périodicité maximale d'un mois et peuvent être tenues en distanciel, via un outil de visioconférence.

Le comité de pilotage, associant l'acheteur et le titulaire, est chargé du suivi du bon déroulement des prestations commandées dans le cadre du présent marché.

■ Autorisations administratives :

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, le titulaire a la responsabilité d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

■ Installation de chantier :

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

■ Provenance des matériaux et produits :

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le contrat.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

■ Registre du chantier :

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il n'est pas établi de registre de chantier.

■ Repliement du chantier et remise en état des lieux :

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

■ Réception des travaux et documents fournis après exécution :

- Réception des travaux :

La réception des travaux se déroule comme prévu à l'article 41 du CCAG Travaux.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception, celle-ci ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de donner lieu à pénalités.

Il bénéficie d'un délai fixé par le maître d'ouvrage pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal.

A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserves, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le maître d'ouvrage. A défaut, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

- Documents fournis après exécution des travaux

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le DOE contient les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

Le DIUO rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

Ces documents sont remis au format électronique, dans un format exploitable par les outils bureautiques et de dessin standard.

■ Réduction des nuisances :

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire respecte le plan de gestion de déchets et est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

■ Suivi de chantier :

Le suivi d'avancement des prestations fait l'objet de visites et réunions de chantier auxquelles participent

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

le titulaire, le maître d'œuvre, le représentant du maître d'ouvrage et, le cas échéant, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS. L'ensemble des éléments relatifs aux réunions de suivi (périodicité, participants, contenu) est conforme au SPEC_20, édition du 14/01/2020, Fiche 1_SPEC20_V1R0.

Le compte-rendu est rédigé par le maître d'œuvre.

Ces réunions et le compte-rendu ont pour vocation d'assurer la bonne exécution des travaux en réglant des difficultés administratives, matérielles et techniques.

Le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage se réservent le droit de procéder à des visites imprévisibles en dehors des visites périodiques.

■ **Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général :**

Le plan général d'implantation des ouvrages est notifié au titulaire par ordre de service dans les huit jours suivant l'acte qui emporte début d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 27.2.3 du CCAG Travaux et à l'article 4.1.2 du CCTP, le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

5.2. Vérification des prestations

■ **Essais et contrôles des ouvrages :**

Le CCTP prévoit des essais et contrôles des ouvrages assurés par le titulaire. Les frais afférents sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge de l'acheteur.

5.3. Développement durable

■ **Clause environnementale :**

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

■ **Clause environnementale BEGES :**

En application de l'article L 229-25 du code de l'environnement, les entreprises de plus de 500 salariés en métropole et les entreprises de plus de 250 salariés en outre-mer ont l'obligation d'établir un BEGES et un plan de transition tous les quatre ans.

Ainsi, si le titulaire du marché est soumis à cette obligation, il adresse à l'acheteur dans le mois qui suit la notification du marché, le BEGES et le plan de transition en cours de validité. A l'expiration de ceux-ci et si la durée de validité du marché n'est pas achevée, le titulaire fournit à l'acheteur la mise à jour du BEGES et du plan de transition.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

■ Conditions d'exécution à visée sociale :

Le titulaire s'engage à adopter un comportement socialement responsable dans l'exécution de la prestation. Il devra notamment :

- respecter l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- assurer des conditions de travail dignes et conformes aux dispositions du Code du travail ;
- veiller à l'accessibilité des livrables ou supports, si ceux-ci sont destinés à un public externe ;
- fournir, sur demande de l'acheteur, un bilan social simplifié en fin du contrat.

■ Fiabilité et transparence des informations sur la qualité environnementale et sociale des produits :

Durant l'exécution du marché, les équipements fournis doivent être accompagnés des moyens de preuve relatifs à leur capacité de mise à jour, leur capacité de recyclage, leur efficacité énergétique, leurs composants et leurs émissions. Ces éléments sont fournis sur simple demande de l'acheteur durant l'exécution du marché.

Pour les équipements bénéficiant d'un label environnemental, les performances environnementales sont réputées couvertes par le label. Le Titulaire est tenu alors de fournir, sur simple demande de l'Acheteur pendant la durée du marché les certifications associées à ces labels.

Ces moyens de preuve doivent être transparents (délivrés par une autorité indépendante), fiables (mention explicite de l'équipement bénéficiant du label) et non échus (certification en cours de validité).

Le titulaire respecte ces exigences sans réserve aucune.

■ Gestion des déchets :

Le titulaire effectue les opérations prévues à l'article 3.11 de la fiche 1 du document SPEC 20. Par dérogation à l'article 36.2.1 du CCAG travaux, un schéma d'organisation et de gestion des déchets n'est pas demandé au titulaire. Conformément à l'article 36.2.2 du CCAG travaux, le titulaire fournit les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôts des déchets de chantier.

Conformément à la loi de juillet 1992 sur la gestion des déchets de chantiers, le titulaire s'engage à assurer une gestion sélective de ces déchets.

Diminution de la production de déchets :

Le titulaire s'attache particulièrement à prendre les dispositions adéquates qui permettent de diminuer la production de déchets.

Traitement des autres déchets :

Conformément à la loi de juillet 1992 sur la gestion des déchets de chantiers, le titulaire s'engage à assurer une gestion sélective de ces déchets.

■ Valorisation des déchets :

Conformément à la loi de juillet 1992 sur la gestion des déchets de chantiers le titulaire s'engage à assurer une gestion sélective de ces déchets.

- Diminution de la production de déchets :

Le titulaire s'attachera particulièrement à prendre les dispositions adéquates qui vont permettre de diminuer la production de déchets.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

- Traitement des autres déchets :

Conformément à la loi de juillet 1992 sur la gestion des déchets de chantiers le titulaire s'engage à assurer une gestion sélective de ces déchets.

- Attestation de recyclage :

Le titulaire fournira à l'acheteur une attestation prouvant le bon traitement des déchets. Cette attestation précisera les quantités des différents métaux recyclés et le procédé mis en œuvre.

5.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen :

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de procéder à des modifications sous la forme de clauses de réexamen selon les modalités suivantes :

CLAUSE DE REEXAMEN PAR MODIFICATION :

Le réexamen des clauses du marché en cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du contrat (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charges, totales ou partielles,

- le réexamen des clauses du marché afin d'intégrer des évolutions techniques intervenant dans son périmètre ;
- le réexamen des clauses du marché afin d'intégrer des évolutions administratives non prévue initialement ;
- le réexamen de l'annexe financière afin d'intégrer des prestations/matériels non prévues initialement ;
- Le réexamen du montant des tranches en raison d'aléas techniques apparus lors de l'exécution du marché ou en raison de prestations supplémentaires non prévues initialement mais nécessaires à l'achèvement des travaux.

La mise en œuvre des clauses de réexamen donne lieu à une modification du contrat signé par les deux parties.

CLAUSE DE REEXAMEN PAR ORDRE DE SERVICE pour la révision des prix :

- En cas de suppression d'un indice en cours d'exécution du contrat. Par dérogation à l'article 9.4.3 du CCAG Travaux, si un nouvel indice lui est substitué et que cette disposition s'impose aux parties, cette substitution, ses modalités et sa date d'application seront constatées par simple ordre de service,
- En cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du contrat (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charges, totales ou partielles, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournies par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution etc.). Le titulaire fournit à ce titre les justificatifs nécessaires (surcoût, facture, etc.). La mise en œuvre de cette clause de réexamen est limitée dans le temps.

L'ordre de service est envoyé via la plate-forme de la Place. A défaut de réponse dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition de l'ordre de service sur le profil de l'acheteur (LA PLACE), les nouvelles modalités portées sur l'ordre de service sont réputées acceptées par le titulaire et s'appliquent. En cas de désaccord, le titulaire saisit l'acheteur dans le délai de 8 jours décrit ci-dessus par le biais de la PLACE. Les parties mettent tout en œuvre pour trouver un accord.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

■ **Propriété intellectuelle :**

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

■ **Conduite des prestations :**

Dès la notification du marché et conformément au CCTP, l'entreprise doit désigner un responsable d'affaires chargé de mener à bien, et dans les délais, l'ensemble des prestations (études et travaux). Il sera le seul interlocuteur de la DSNA.

Le titulaire désigne ainsi à l'acheteur le personnel de son entreprise habilité à la représenter durant la réalisation du présent contrat.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du contrat et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

A défaut, le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au contrat, aux frais et risques du titulaire.

■ **Obligation liée au règlement EURATOM :**

Pour l'exécution du contrat, le titulaire est soumis aux obligations prévues par le règlement Euratom, CE n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 concernant les contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission en vue de protéger les intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités et par le règlement UE n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par la Commission européenne antifraude (OLAF) et aux articles 285 à 287 du traité de Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) - contrôles conduits par la Cour des comptes européenne. Ces dispositions permettent à l'Agence CINEA (European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency), à la Commission, à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ainsi qu'à la Cour de comptes européenne d'exercer des contrôles, enquêtes et audits financiers vis-à-vis du titulaire et de ses sous-traitants dans l'hypothèse où la DSNA percevrait des subventions de fonds européens dans le cadre du présent contrat. La DSNA s'engage à informer le titulaire de toute attribution de financement à la DSNA par la Commission Européenne pour le présent contrat.

■ **Protection de la main-d'œuvre :**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ **Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité :**

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, l'acheteur rappelle au titulaire du marché qu'il doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations. Le titulaire doit à cet égard communiquer à l'acheteur chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

Aux fins de contrôle, l'acheteur pourra notamment demander au titulaire la communication des notes internes, du règlement intérieur rappelant les principes sus mentionnés.

En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités décrites à l'article *Pénalités*.

■ **Réparation des dommages :**

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

En application de l'article 35 du CCAG Travaux, les dommages de toute nature, causés par le Titulaire au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage, du fait de la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du Titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les cas de force majeure dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Toutefois, **les prestations essentielles suivantes ne peuvent pas être sous-traitées et doivent être intégralement réalisées par le titulaire :**

- Les activités relevant de la production thermique et des opérations d'installation et de mise en service des systèmes CVC, exception faite des systèmes de supervision type GTC.

6.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

■ Mesures de sécurité :

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombe en sa qualité d'employeur. Pour les prestations de tests nécessitant la présence du personnel du titulaire dans les locaux des sites de la DGAC, le titulaire fait le nécessaire pour que son personnel se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les dits locaux et notamment à celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à charge au titulaire de les communiquer à son personnel. En effet, certains sites étant classé *Etablissement à Accès Surveillé*, comprenant une zone restrictive, l'acceptation de leurs candidatures pourra éventuellement faire l'objet de conditions réglementaires. Les personnels du titulaire seront astreints aux mêmes conditions d'accès aux locaux de l'acheteur que les personnels des sites concernés tout en restant soumis à la convention collective de leur société.

7. LITIGE ET SANCTIONS

7.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 1000$. Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la tranche concernée R : nombre de jours calendaires de retard</p>
Absence à une réunion de chantier	<p>En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre ou l'OPC, en cas de représentation par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier</p> <p>200,00 € HT</p>
Non-respect des principes de la République	<p>En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités suivantes :</p> <p>La DSNA notifie au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception via la PLACE la liste des non-conformités constatées.</p> <p>Le Titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour fournir à la DSNA entre autres les documents demandés, la preuve de la mise en œuvre d'un plan d'action permettant de répondre aux obligations décrites dans le présent contrat.</p> <p>Si les non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de 21 jours calendaires, des pénalités peuvent être imposées par la DSNA. Le montant des pénalités est de 200 euros HT par jour calendaire de retard.</p> <p>1000,00 € HT</p>
Non-respect du tri des déchets sur le chantier	<p>En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier</p> <p>300,00 € HT</p> <p>Par jour d'infraction</p>
PSSI	<p>La DGAC notifiera au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception la liste des exigences PSSI pour lesquelles elle aura constaté un non-respect.</p> <p>Le Titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la</p>

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p>réception du courrier pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir à la DGAC un plan d'action pour la mise en conformité ; - Mettre en œuvre ce plan d'action. <p>Si des non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de mise en conformité, des pénalités peuvent être imposées par la DGAC. Leur montant est établi à partir de la somme S des montants des prestations commandées et non achevées au jour de la notification de la pénalité.</p> <p>Hors de toute règle de calcul spécifiquement définie par ailleurs, les pénalités HT par jour calendaire sont de S/300. En tout état de cause, le montant minimum des pénalités est de 200 euros HT par jour calendaire.</p>

7.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Précompte des pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, le montant des pénalités de retard est précompté lors du paiement des factures afférentes. Un état des décomptes provisoires est transmis au titulaire qui a un délai de 15 jours à compter de l'envoi de cet état pour présenter ses observations. A défaut de réponse dans ce délai, le montant de la pénalité est d'office maintenu.

■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants :

Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes de la tranche considérée.

■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Le titulaire est exonéré des pénalités pour retard si le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du contrat.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours pour répondre lorsque la réclamation porte sur le DGD, d'un délai deux mois pour les autres sujets.

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Martinique
12 rue du Citronnier
Plateau Fofo
97271 Schoelcher Cedex

Téléphone : 05 96 71 66 67
Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr
Télécopie : 05 96 63 10 08

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

8. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment, l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

■ Garantie parfait achèvement :

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux, à compter de la date de la réception, la garantie de parfait achèvement est de 2 étés de production d'Eau Glacée.

■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état. Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG, cette prolongation est automatique sans décision préalable du maître d'ouvrage.

■ Résiliation pour faute :

Après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié pour faute du titulaire à tout moment par décision unilatérale de l'administration sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations aux frais et risque du titulaire, lorsque :

DSNA / DTI	Objet	Travaux de rénovation de la climatisation à Fort-de-France	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-09-01	

- une des conditions prévues à l'article 50 du CCAG Travaux est remplie (cas de résiliation pour faute du titulaire),
- le Titulaire est jugé incapable de fournir le personnel ayant la qualification et la compétence requise pour exécuter la prestation,
- le personnel d'encadrement du titulaire quitte l'entreprise avant la fin de la prestation sans accord de l'administration sur le remplacement proposé
- la charte informatique et sécurité en vigueur à la DSNA n'est pas respectée par les personnels du titulaire,
- les règles d'exclusion ne sont pas respectées,
- la clause de confidentialité n'est pas respectée,
- le titulaire a contrevenu aux articles D.8222-5 et D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Liste des dérogations au CCAG Travaux :

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.4 du CCAG
La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG
La rubrique *Prolongation du délai d'exécution* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 18.2 du CCAG.
La rubrique *Durée et délai* de l'article 4 du contrat déroge à l'article 18.1.1 du CCAG pour le point de départ
La rubrique *Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat* de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 14.4.3 du CCAG
La rubrique *Registre du chantier* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 28.5 du CCAG
La rubrique *Autorisations administratives* de l'article 6 du contrat déroge à l'article 31.3 du CCAG
La rubrique *Clause de réexamen DSNA* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 9.4.3 du CCAG
La rubrique *Gestion des déchets* de l'article 36.2.1 du contrat déroge à l'article 36.2.1 du CCAG.
La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 19.2.1 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 19.2.2 du CCAG
La rubrique *Précompte des pénalités de retard* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 19.2.4 du CCAG
La rubrique *Régime de la garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 44.2 du CCAG
La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 50.4 du CCAG
La rubrique *Garantie parfait achèvement* de l'article 44.1 du contrat déroge à l'article 44.1 du CCAG
Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.